

Pouvoir d'emprunt—Loi

Cependant, étant donné que le Canada jouit d'une certaine crédibilité dans le monde et qu'il fait partie du Groupe des sept, nous devons agir de façon responsable. De toute évidence, nous devons nous attaquer au problème de la dette et c'est ce que le ministre des Finances a fait dans son budget en réduisant les dépenses de façon équitable dans tout le pays et en augmentant les impôts.

J'ai écouté tout le discours de mon collègue qui, comme moi, a fait partie du Comité des finances pendant plusieurs années. Je n'ai toutefois relevé aucune suggestion pratique. J'ai entendu les plaintes habituelles au sujet des mythiques sociétés rentables qui, parce qu'elles reportent des pertes parfaitement légitimes ou qu'elles ont droit à des crédits d'impôt à l'investissement, ne payent pas d'impôts. Nous connaissons tous la chanson par coeur. Nous voudrions que les députés du Nouveau Parti démocratique nous proposent une solution pratique. Il ne suffit pas de se plaindre continuellement des réductions et des augmentations d'impôt. J'aimerais entendre une suggestion constructive de la part des députés néo-démocrates. S'ils veulent imposer ces sociétés mythiques, qu'ils proposent des moyens pratiques de le faire ainsi qu'un taux d'imposition. Veulent-ils un impôt sur le capital des grandes sociétés? Veulent-ils augmenter l'impôt par rapport à ce qui est proposé dans le budget? Qu'ils le disent.

Le député s'est plaint de la valeur du dollar canadien. D'après lui, nous devrions faire baisser la valeur du dollar canadien pour démontrer la vigueur de notre économie. De toute évidence, s'il y avait quelque chose à gagner d'un abaissement de devise nationale, le Bangladesh serait une puissance mondiale. En fait, la valeur de notre monnaie par rapport aux autres reflète la bonne réputation de notre pays, et je suis fier de la montée du dollar canadien au cours des deux dernières années. Cette hausse indique que le monde tient notre gouvernement et notre ministre des Finances en haute estime.

Je termine en demandant au député, qui semble avoir peine à se contrôler, s'il peut nous faire ne serait-ce qu'une seule suggestion pour régler le problème de la dette. Comment les députés de son parti réduiraient-ils le déficit? Nous ne voulons pas entendre la même vieille

rengaine au sujet de ces mythiques sociétés rentables. Que le député nous parle de sa suggestion.

M. de Jong: Madame la Présidente, c'est un véritable délice que de pouvoir répondre à une question posée par mon ami et ancien collègue du Comité des finances. Tout d'abord, s'il était resté membre de ce comité plus longtemps, le député aurait entendu certaines suggestions qui ont fait l'unanimité au sein du comité, mais qui ont malheureusement été rejetées par le ministre des Finances. Ainsi, le gouvernement aurait pu accroître les revenus qu'il tire des intermédiaires financiers en acceptant certaines recommandations sur l'imposition de ces intermédiaires, notamment les banques. Si le gouvernement avait accepté l'idée d'un impôt anticipé sur les sociétés, ce qui n'est pas aussi bon que l'impôt minimum sur les sociétés proposé par les néo-démocrates, les recettes du gouvernement auraient été plus élevées et le régime fiscal serait plus juste.

Le député se réjouit que le dollar canadien ait pris de la valeur. Je ne crois pas qu'il s'en vante trop fort dans sa circonscription. Je suis convaincu que les éleveurs ne sont pas particulièrement enchantés de cette valeur accrue du dollar. En fait, mon collègue croit au libre marché. S'il y croit vraiment, pourquoi ne préconise-t-il pas tout simplement que le dollar fluctue selon les forces de ce marché? Pourquoi ne préconise-t-il pas que les taux d'intérêt fluctuent selon le marché? Si on laissait le dollar et les taux d'intérêt fluctuer naturellement, je pense qu'ils seraient bien inférieurs à ceux que nous connaissons aujourd'hui.

M. Stupich: Et le déficit aussi.

M. de Jong: Effectivement, car les taux d'intérêt seraient moins élevés.

Les Canadiens font encore des économies. La prospérité qu'a connue le sud de l'Ontario est chose du passé. La demande de capitaux excédentaires n'est pas réellement forte. Et il est très probable que les taux d'intérêt commenceront à baisser. C'est l'interventionnisme de la Banque du Canada et du gouvernement qui maintient les taux d'intérêt à un niveau élevé et, à mon avis, ils sont maintenus à un niveau élevé à cause de l'Accord de libre-échange.